

*Questions orales*

Je crois que nous pouvons tous avoir une lueur d'espoir à la suite de la signature, en fin de semaine, du plan de paix, ce qui a été rendu possible, en partie, par la menace d'une intervention aérienne des Américains en Bosnie. Ce qui n'est pas clair, c'est la position du Canada à l'égard de cette importante décision.

Vendredi, l'ambassadeur du Canada à Washington a dit qu'il s'opposait à des raids aériens à cause des dangers que cela pourrait présenter pour nos troupes. Pourtant, hier, la collègue de la ministre, la secrétaire d'État, a dit que nous n'avions éliminé aucune possibilité, y compris le recours à la puissance aérienne.

La ministre a-t-elle discuté avec son homologue américain de cette très importante question et, particulièrement, des répercussions qu'une telle initiative pourrait avoir sur la sécurité des troupes canadiennes? La ministre peut-elle nous dire quelle est la position du gouvernement canadien? Est-ce celle exprimée par l'ambassadeur du Canada à Washington ou celle exprimée par sa collègue, la secrétaire d'État?

**L'hon. Kim Campbell (ministre de la Défense nationale et ministre des Anciens combattants):** Monsieur le Président, des discussions à divers niveaux sont en cours aujourd'hui, à Washington. Des fonctionnaires du ministère de la Défense nationale doivent rencontrer leurs homologues américains, et le premier ministre doit rencontrer le secrétaire général des Nations Unies aujourd'hui pour discuter de cette question.

Nous avons trouvé très encourageante la déclaration des Serbes de Bosnie, qui ont dit qu'ils appuieraient le plan Vance-Owen. Cependant, cette déclaration doit être suivie de mesures concrètes, c'est-à-dire que les Serbes doivent observer le cessez-le-feu et s'engager à respecter le plan. Nous tenons actuellement des consultations avec nos alliés pour examiner les diverses solutions possibles en cas d'échec du plan de paix. Notre souci premier reste évidemment la sécurité des troupes canadiennes dans cette région.

**L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg-Sud-Centre):** Monsieur le Président, j'aurais une question supplémentaire pour la ministre. Je crois que nous sommes tous d'accord pour dire que nous avons des décisions fort importantes à prendre dans un très court laps de temps.

Dans le passé, la ministre a laissé entendre que les militaires canadiens seraient retirés de Bosnie s'ils étaient obligés de recourir à leurs armes en situation de combat.

Dans le contexte des discussions des autorités canadiennes avec leurs homologues américains, quel serait au juste le plan de contingence du Canada pour évacuer nos troupes en cas de raid aérien? Serions-nous disposés à laisser nos troupes participer à des opérations de maintien de la paix de grande envergure dans le cadre du plan

Vance-Owen si cela supposait le recours à la force pour assurer la protection de civils?

Ce qui est peut-être plus important encore, la ministre, en tant que représentante du gouvernement, est-elle d'accord pour dire que le moment est venu de débattre la question ouvertement, sérieusement et honnêtement au Parlement avant que ne soient prises d'autres décisions concernant notre rôle pour ce qui est du maintien de la paix en Bosnie?

• (1455)

**L'hon. Kim Campbell (ministre de la Défense nationale et ministre des Anciens combattants):** Monsieur le Président, ce n'est pas exactement ce que j'ai dit, je crois. Je n'ai pas dit que nous retirerions nos troupes si elles se faisaient tirer dessus. Le député se rappellera que nous avons même assuré à la Chambre que nos troupes étaient en mesure de se défendre si elles tombaient sous le feu ennemi.

Nous avons des plans de contingence. Nous sommes en train d'en élaborer avec nos alliés. La sécurité des militaires canadiens est au premier plan de nos pensées.

La secrétaire d'État aux Affaires extérieures est en Yougoslavie jusqu'au 5 mai. Elle est en Croatie aujourd'hui et demain, puis passera la journée à Sarajevo le 5 mai. Elle s'est rendue sur place pour évaluer la situation. Nous participerons à toute opération faisant l'objet d'une entente au sein des Nations Unies dans la mesure où nos ressources nous le permettront.

Le député sait que la communauté internationale est aux prises avec un défi de taille. Aucun des pays industrialisés n'est en mesure de prendre des engagements militaires énormes dans ce domaine. Nous cherchons à rétablir la paix et nous espérons y parvenir par la voie diplomatique.

Nous évaluons la situation au jour le jour mais, je le répète, la sécurité des forces canadiennes déployées dans l'ex-Yougoslavie demeure la priorité du gouvernement du Canada.

\* \* \*

**L'AGRICULTURE**

**M. John Harvard (Winnipeg St. James):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au vice-premier ministre.

Depuis la publication du rapport Carter sur la commercialisation de l'orge, quatre membres de la table ronde se sont dissociés du processus employé et de ses conclusions. Par ailleurs, bien des associations professionnelles agricoles et des économistes ont exprimé leurs profondes inquiétudes au sujet des conclusions et de la méthodologie de M. Carter.